

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Observe-t-on une économie en K au Québec? Pas tout à fait Mais le poids croissant du patrimoine met à l'épreuve le contrat social

Par Florence Jean-Jacobs, économiste principale, et Sonny Scarfone, économiste principal

FAITS SAILLANTS

- ▶ Le Québec ne présente pas une économie en K comparable à celle observée aux États-Unis : la consommation reste relativement bien répartie entre les différents groupes de revenu.
- ▶ Les revenus après impôt demeurent mieux distribués au Québec que dans l'ensemble du Canada, bien que certains écarts se soient accentués depuis la pandémie.
- ▶ Le Québec affiche également une situation plus favorable que le Canada en matière d'endettement des ménages, particulièrement chez les ménages à faible revenu.
- ▶ La concentration du patrimoine demeure plus prononcée au Québec que dans l'ensemble du Canada, même si plusieurs indicateurs pointent vers une diminution graduelle à long terme.
- ▶ Le patrimoine occupe une place de plus en plus importante dans l'économie, sa valeur ayant progressé beaucoup plus rapidement que les revenus au cours des dernières décennies, au Québec comme dans plusieurs économies avancées.
- ▶ Pour un ménage composé de deux personnes gagnant chacune le revenu médian, l'accès aux échelons supérieurs de la distribution du patrimoine représente aujourd'hui l'équivalent de plusieurs décennies d'épargne. Cet écart s'est nettement accru depuis la fin des années 1990.
- ▶ Même sans hausse marquée de la concentration de la richesse, cette évolution pourrait contribuer au décalage entre la résilience de l'économie et le pessimisme d'une partie de la population, alors que le patrimoine détenu au départ joue un rôle croissant dans l'ascension économique.
- ▶ Le véritable risque n'est peut-être donc pas l'émergence d'une économie en K au Québec, mais plutôt l'érosion graduelle de l'idée que le travail, l'épargne et l'effort suffisent à améliorer sa condition économique, un pilier important du contrat social.

Qu'est-ce qu'une économie en K?

L'économie en K désigne une situation où les trajectoires économiques divergent selon les ménages. Alors que certains bénéficient de la hausse des revenus et de la valeur de leurs actifs financiers et immobiliers, d'autres voient leur budget davantage mis à l'épreuve par le coût de la vie. Les revenus, le patrimoine ou la consommation des ménages plus favorisés tendent alors à progresser plus rapidement que ceux des ménages moins favorisés, illustrant les deux branches du K.

Nos travaux précédents ont montré que les [hausse de taux d'intérêt](#) et l'inflation n'affectent pas tous les ménages de la même façon. Celle-ci pèse davantage sur les [ménages à faible revenu](#), dont une plus grande part des dépenses est consacrée aux besoins essentiels.

La pandémie a également mis en lumière des écarts importants entre les ménages. Certains ont accumulé une épargne considérable grâce à la réduction temporaire de certaines dépenses et au maintien de leurs revenus. Parallèlement, la forte

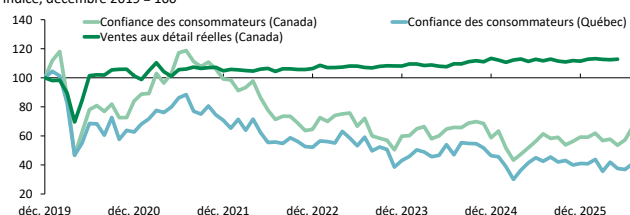
appréciation des actifs financiers et immobiliers a contribué à accroître leur patrimoine. D'autres ménages ont plutôt vu leur situation financière demeurer précaire ou se détériorer.

La période subséquente a été marquée par une succession de chocs, de l'inflation au relèvement rapide des taux d'intérêt, puis, plus récemment, par les tensions commerciales avec les États-Unis. Alors que le coût de la vie et les coûts d'emprunt exerçaient des pressions croissantes sur plusieurs ménages, les marchés boursiers continuaient d'atteindre de nouveaux sommets.

Malgré ces vents contraires, la consommation des ménages a fait preuve d'une résilience remarquable au Québec comme dans l'ensemble du Canada. Paradoxalement, plusieurs enquêtes de confiance des consommateurs ont affiché des niveaux comparables à ceux observés lors de ralentissements économiques passés (graphique 1). Les indicateurs globaux masquent-ils des réalités très différentes selon les groupes de ménages?

Graphique 1
Des consommateurs pessimistes, mais des dépenses résilientes

Confiance des consommateurs et ventes au détail corrigées pour l'inflation, Canada et Québec
Indice, décembre 2019 = 100



Signal49 Research, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

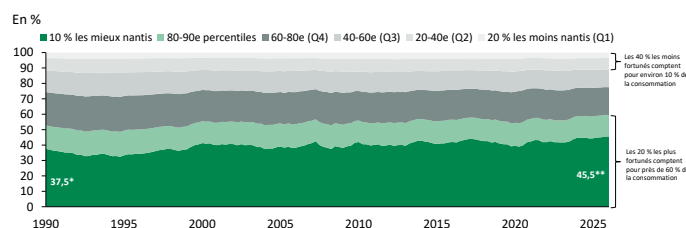
Cette question dépasse le simple enjeu de la répartition de la richesse. Elle est également importante pour l'analyse économique. Une économie dont la consommation repose sur une base diversifiée de ménages tend généralement à être plus résiliente face aux chocs. À l'inverse, lorsque la croissance de la consommation repose davantage sur les ménages bénéficiant des effets de richesse liés à l'appréciation des actifs financiers ou immobiliers, l'activité économique peut devenir plus sensible aux retournements des marchés.

Pour évaluer si cette dynamique est à l'œuvre au Québec, il est utile de commencer par le cas où l'économie en K paraît aujourd'hui la plus évidente : les États-Unis.

Le cas des États-Unis

Le concept d'économie en K s'est imposé dans le débat économique américain après la pandémie, alors que plusieurs indicateurs révélaient un écart croissant entre la situation des différents groupes de ménages. Les États-Unis sont souvent cités comme exemple récent de cette dynamique. Selon Moody's Analytics, les 10 % des ménages américains aux revenus les plus élevés représenteraient près de la [moitié des dépenses de consommation du pays \[en anglais seulement\]](#) (graphique 2). Cette situation s'expliquerait notamment par l'appréciation importante des actifs financiers et immobiliers depuis la crise financière de 2008-2009, une tendance qui s'est accentuée à la suite de la pandémie. Dans le cas de l'immobilier, plusieurs ménages déjà propriétaires ont bénéficié d'un double avantage : une appréciation importante de la valeur de leur résidence et des coûts de financement durablement faibles obtenus avant la remontée des taux d'intérêt. À l'inverse, les ménages qui cherchent aujourd'hui à accéder à la propriété font face à des conditions d'entrée nettement moins favorables.

Graphique 2
Près d'un dollar sur deux dépensé aux États-Unis provient des 10 % des ménages aux revenus les plus élevés
Répartition de la consommation selon le revenu des ménages américains



Q : quintile; * Estimation T1 1990; ** Estimation T1 2026.
Données fournies par Moody's Analytics

Est-ce qu'on observe des signes d'économie en K au Québec?

Pour évaluer si l'on observe une dynamique d'économie en K au Québec, il faut examiner plusieurs dimensions de la situation financière des ménages. Celle-ci peut se manifester par des écarts croissants de consommation, de revenus, d'endettement, d'épargne ou de patrimoine. Ensemble, ces indicateurs permettent d'évaluer si les ménages québécois suivent des trajectoires de plus en plus divergentes, comme aux États-Unis.

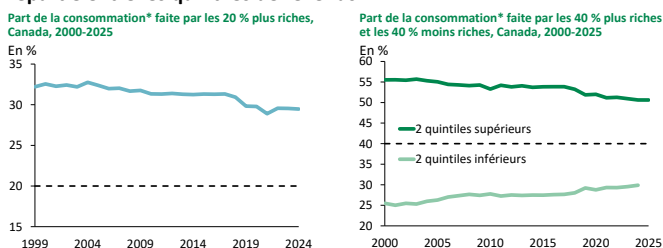
1. Consommation

Une des principales préoccupations liées à une économie en K est le risque que la consommation dépende de façon excessive d'un petit groupe de ménages nantis, masquant ainsi une réalité économique bien différente pour une part importante de la population. Une telle concentration peut également rendre

l'économie plus vulnérable aux chocs touchant les marchés financiers ou immobiliers. Le Canada, y compris le Québec, semble toutefois loin de cette situation (les données provinciales par quintiles ne sont malheureusement pas disponibles pour brosser un portrait plus granulaire du Québec – voir l'encadré sur les limitations des données). La consommation au pays est d'ailleurs plus équitablement répartie entre les quintiles qu'au début du siècle (graphique 3). En effet, la part de la consommation attribuable au quintile supérieur est passée de 32 % en 1999 à 29 % en 2025. À l'inverse, celle du quintile inférieur est passée de 10 % à 14 % au cours de la même période. De plus, la croissance de la consommation a été la plus rapide au sein du quintile inférieur depuis 1999.

Graphique 3

Le Canada a évolué vers une consommation plus équitablement répartie entre les quintiles de revenus



*Dépenses de consommation finale des ménages.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

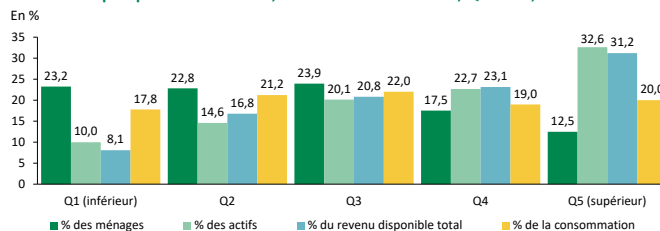
Alors que Moody's estime que près de 60 % de la consommation américaine dépend des 20 % les plus fortunés, le Canada est dans une tout autre posture. Les 20 % des ménages aux revenus les plus élevés y représentent environ 29 % de la consommation totale.

Malgré les limites liées au découpage des quintiles, les données suggèrent que la consommation reste relativement bien répartie entre les groupes de revenu au Québec. (graphique 4). Ce constat suggère que le Québec ne présente pas d'économie en K comparable à celle observée aux États-Unis. D'autres indicateurs, particulièrement ceux liés au patrimoine, viendront toutefois nuancer ce diagnostic.

Graphique 4

La consommation est la composante la plus équitablement distribuée

Distribution par quintiles de revenu, indicateurs sélectionnés, Québec*, 2025



Q : quintile; * Les quintiles de revenu se réfèrent aux quintiles estimés au niveau du Canada et non au niveau provincial (limites méthodologiques présentées dans l'encadré 1).
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

ENCADRÉ

Sources et limitations des données

Pour mesurer la concentration de revenus et d'actifs, il peut être tentant d'utiliser uniquement les comptes économiques répartis pour le secteur des ménages de Statistique Canada. Or, ces données doivent être utilisées avec discernement puisqu'elles comportent d'importantes limites. Ces statistiques sont basées sur les quintiles de revenus du Canada, et ce, même pour les provinces, y compris le Québec (tableau 1). Cela peut mener à des interprétations erronées au niveau provincial. Par exemple, il serait tentant d'affirmer que le quintile supérieur accapare 31 % du revenu disponible au Québec contre 42 % au Canada en 2025 ([Statistique Canada, tableau 36-10-0588-01](#)). Or, ce qu'on appelle quintile supérieur ne représente que 12 % des ménages québécois.

Malgré ces limites, les comptes économiques permettent de suivre l'évolution des indicateurs de richesse jusqu'en 2025.

Par ailleurs, d'autres tableaux permettent de compenser partiellement les lacunes des comptes économiques. L'*Enquête sur la sécurité financière* (ESF, dernière donnée disponible : 2023) permet d'analyser les données d'actif et de passif selon les déciles d'avoir net et selon les déciles de revenu après impôt au niveau provincial, y compris pour le Québec. Le ministère des Finances du Québec fournit aussi des données par déciles de revenu, jusqu'en 2023.

Tableau 1

Les seuils des quintiles canadiens sont distincts de la réalité québécoise

Ménages	Canada			Québec		
	Revenu moyen (\$)	Nombre de ménages	% des ménages	Revenu moyen (\$)	Nombre de ménages	% des ménages
Q1 (inférieur)	32 802	3 445 085	20	**	963 749	23
Q2	62 401	3 445 085	20	**	945 938	23
Q3	87 705	3 445 085	20	**	992 787	24
Q4	120 182	3 445 085	20	**	726 492	18
Q5 (supérieur)	219 061	3 445 085	20	**	517 082	12
Total	104 430	17 225 427	100	87 499	4 146 049	100

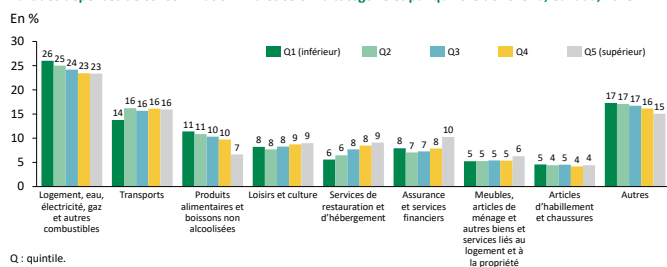
Q : quintile; **Données de 2025; ** Les seuils canadiens sont ceux utilisés pour l'analyse par quintile.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Par ailleurs, l'inflation des dernières années a eu un effet inégal sur les différentes tranches de revenu au sein de la population canadienne et québécoise. L'inflation alimentaire et l'inflation du logement locatif ont diminué davantage le pouvoir d'achat des ménages moins fortunés, qui consacrent une part plus importante de leurs dépenses à ces postes budgétaires (graphique 5).

Graphique 5

Les ménages moins nantis consacrent une plus grande proportion de leurs dépenses au logement et à l'épicerie

Part des dépenses de consommation finales selon la catégorie et par quintile de revenu, Canada, 2025



Q : quintile.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

2. Inégalités de revenu

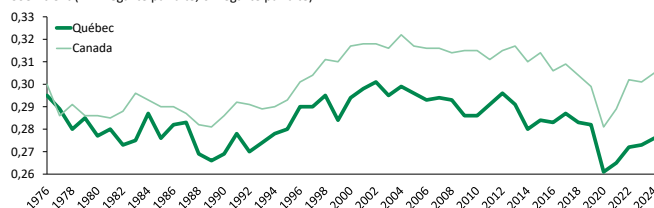
Le Québec se distingue des autres provinces canadiennes pour ses efforts de redistribution de revenus. Le coefficient de Gini, après redistribution, qui mesure le degré d'inégalité, est plus faible au Québec qu'au Canada. Son évolution au Québec montre une tendance généralement baissière (diminution des inégalités) sur la période de 2002 à 2024, malgré un rebond postpandémique (Statistique Canada) (graphique 6).

Graphique 6

Les inégalités de revenu ont généralement diminué depuis 2002, à l'exception de la période postpandémique

Coefficient Gini de l'inégalité de revenu après impôt, Québec et Canada, 1976-2024

Coefficient (1 = inégalité parfaite; 0 = égalité parfaite)



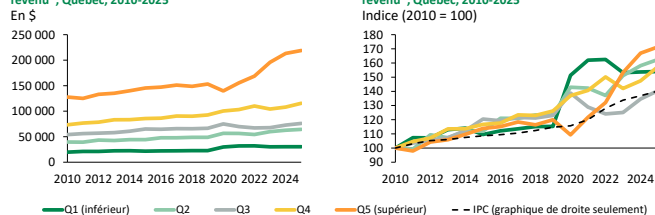
*Une augmentation du coefficient de Gini indique une hausse des inégalités de revenu.
Statistique Canada

L'évolution du revenu disponible¹ au Québec démontre que les efforts de redistribution des gouvernements se sont poursuivis durant la pandémie (graphique 7). Le revenu disponible des ménages moins fortunés a d'ailleurs bondi en 2020-2021 grâce aux différentes aides gouvernementales, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Un point d'inflexion apparaît cependant en 2022. Les écarts recommencent alors à se creuser. Les revenus du quintile supérieur progressent, tandis que ceux du quintile inférieur reculent.

Graphique 7

Les aides gouvernementales ont soutenu les moins nantis durant la COVID, mais la reprise a davantage profité aux 20 % les plus riches

Revenu disponible par ménage, selon le quintile de revenu*, Québec, 2010-2025



Q : quintile; * Les quintiles de revenu se réfèrent aux quintiles estimés au niveau du Canada et non au niveau provincial (limites méthodologiques présentées dans l'encadré 1).
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

3. Endettement

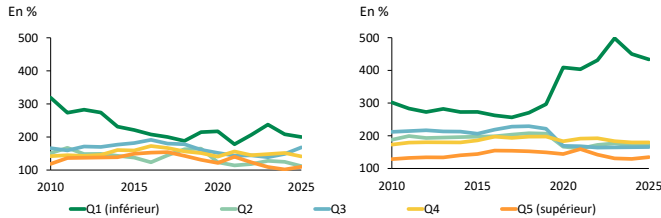
Du côté de la dette, la situation au Québec demeure plus favorable que dans le reste du pays. Sur 15 ans, le taux d'endettement est soit stable, soit en diminution pour tous les quintiles. On observe une légère augmentation du taux d'endettement pour le quintile inférieur entre 2021 et 2025, mais cela n'a rien de comparable au bond observé au Canada, où le ratio de la dette au revenu disponible a dépassé 430 % au quatrième trimestre de 2025, contre 297 % au quatrième trimestre de 2019 (graphique 8 à la page 5). Au Québec, ce ratio atteignait 200 % à la fin de 2025. En parallèle, le quintile supérieur de revenus a vu son fardeau d'endettement diminuer tant au Québec qu'au Canada entre 2021 et 2025. Pour le Canada, les données permettent également d'exclure les personnes de 65 ans et plus, afin de mieux cerner les tendances au sein de la population active. Même dans ce cas, on constate une détérioration de la situation d'endettement pour le quintile inférieur, soit le seul où le ratio d'endettement demeure supérieur à son niveau pré-pandémique (graphique 9 à la page 5).

¹ Le revenu disponible est défini ici comme la somme de la rémunération des salariés, du revenu mixte net (qui comprend notamment les revenus d'entreprise non constituée en société, de location et le loyer imputé des propriétaires occupants), des revenus de la propriété et des transferts courants reçus, moins les revenus de la propriété payés et les transferts courants versés. Comme les prestations de retraite y sont incluses, cette mesure atténue en partie certains biais liés au cycle de vie. Voir aussi l'encadré à la page 3 sur les limitations des données.

Graphique 8

Le taux d'endettement des moins nantis a bondi au Canada, mais pas au Québec

Dette en proportion du revenu disponible, par quintile de revenu, Québec, 2010-2025 *

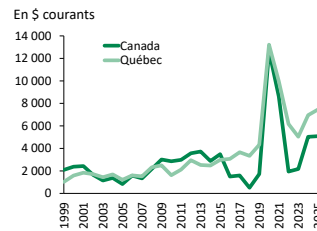


Q : quintile; * Données au T4 de chaque année. Les quintiles de revenu se réfèrent aux quintiles estimés au niveau du Canada et non au niveau provincial (limites méthodologiques présentées dans l'encadré 1).
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 10

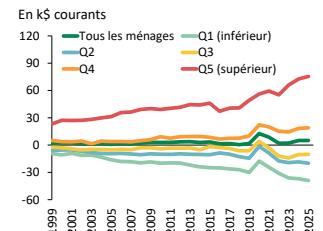
L'épargne nette moyenne cache des divergences sous-jacentes

Épargne nette par ménage, Canada et Québec, 1999-2025



Q : quintile.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

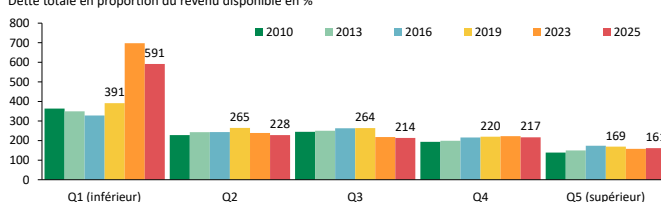
Épargne nette par ménage, Canada, par quintile de revenu, 1999-2025



Graphique 9

Le taux d'endettement est maintenant inférieur au niveau de 2019 pour tous les quintiles sauf celui des 20 % les moins fortunés

Taux d'endettement des Canadiens de moins de 65 ans*, par quintile de revenu



Q : quintile; * Les individus de 65 ans et plus sont exclus afin de limiter le biais dans la relation entre l'endettement et le revenu chez les retraités. Les données de dette sont à la fin du T4 et les données de revenu sont annuelles.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

4. Épargne

L'épargne², soit la part du revenu disponible qui n'est pas consacrée à la consommation, renseigne sur la capacité des ménages à accumuler du patrimoine au fil du temps.

Au Canada, l'épargne nette dégagée annuellement par les ménages aux revenus les plus élevés a atteint un nouveau sommet en 2025 (graphique 10). Les 40 % les mieux nantis ont vu leur épargne s'accroître significativement grâce à une croissance de leur revenu disponible plus rapide que celle de leurs dépenses de consommation entre 2019 et 2025. Parallèlement, l'épargne nette par ménage s'est contractée dans les trois quintiles inférieurs. Malgré cela, l'épargne moyenne par ménage s'est améliorée au Canada sur cette période.

Le taux d'épargne illustre en ce sens les divergences que peuvent masquer les résultats moyens. Tant au Québec qu'au Canada, le taux d'épargne moyen (excluant les variations de droits de pension)³ est positif (bien que modeste, entre 1 % et 2 %, selon la définition utilisée ici). Cependant, il est négatif pour les trois quintiles inférieurs, et la détérioration la plus marquée s'observe dans le quintile inférieur depuis l'an 2000. Cette situation reflète en partie la présence relativement importante de retraités dans ce groupe, une tendance qui s'accroît avec le vieillissement de la population. Plusieurs ménages retraités financent une partie de leur consommation en puisant dans un patrimoine accumulé au cours de leur vie active plutôt qu'à même leur revenu courant. Ils peuvent ainsi se retrouver dans les quintiles inférieurs de revenu malgré une situation financière relativement confortable. Cette réalité illustre l'une des limites des quintiles de revenu, qui ne tiennent pas pleinement compte du cycle de vie des ménages⁴.

À ce stade, les données sur la consommation, les revenus et l'endettement ne révèlent pas de fracture comparable à celle observée aux États-Unis. Toutefois, elles ne racontent qu'une partie de l'histoire. Pour comprendre le malaise économique exprimé par une partie de la population, il faut également examiner l'évolution du patrimoine.

5. Patrimoine

Si les écarts observés en matière d'épargne demeurent relativement récents, le patrimoine permet de capter les effets cumulatifs de ces divergences sur plusieurs années. C'est d'ailleurs sur ce plan que les signaux les plus préoccupants apparaissent. Le Québec ayant un plus faible taux de propriétaires, la concentration du patrimoine y est plus grande

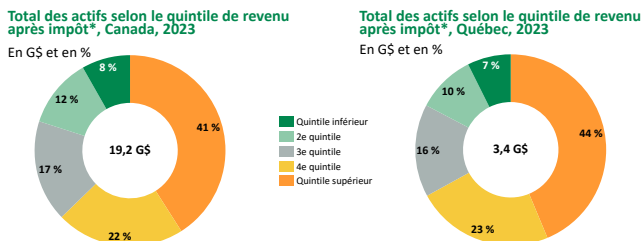
² L'épargne correspond ici au revenu disponible (après impôt et redistribution) moins les dépenses finales de consommation. Le taux d'épargne correspond à l'épargne dégagée annuellement par un ménage, divisée par son revenu disponible. La notion d'épargne nette ajoute les variations des droits à pension. Les données de Statistique Canada ne permettent toutefois pas d'analyser l'épargne nette par quintile de revenu à l'échelle provinciale.

³ En raison de limitations des données provinciales par quintiles, l'épargne est définie ici comme le revenu disponible moins les dépenses finales de consommation. Elle exclut les variations des droits à pension.

⁴ Les quintiles de revenu constituent un indicateur utile, mais imparfait. Ils ne tiennent pas pleinement compte du cycle de vie des ménages ni du fait que ceux-ci tendent à lisser leur consommation dans le temps, qu'elle soit financée par le revenu courant, l'endettement ou un patrimoine accumulé.

qu'au Canada, particulièrement dans le quintile supérieur (graphique 11).

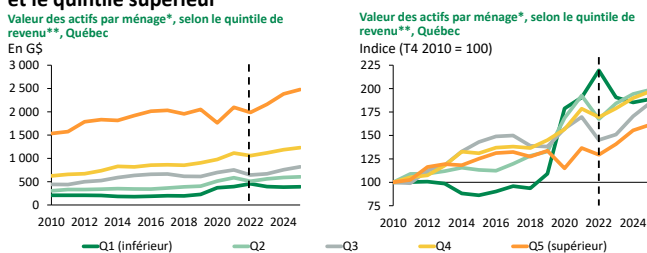
Graphique 11
La concentration des actifs est supérieure au Québec



*Données de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF).
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

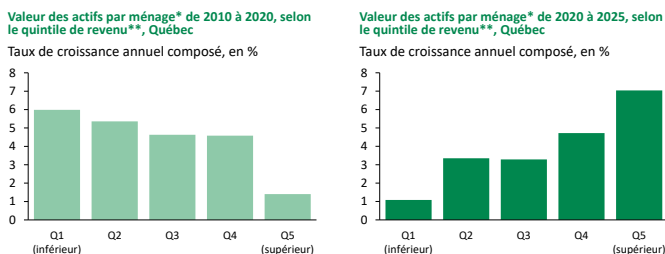
On observe également une légère dynamique en K du côté de l'évolution des actifs par quintile. Avant la pandémie, les actifs des quintiles inférieurs progressaient généralement plus rapidement que ceux des quintiles supérieurs (graphique 12). Depuis 2020, la tendance s'est toutefois inversée. La forte appréciation des actifs financiers et immobiliers a davantage profité aux ménages déjà les plus fortunés, qui détiennent une plus grande part de ces actifs (graphique 13).

Graphique 12
À partir de 2022, une tendance en K apparaît entre le quintile inférieur et le quintile supérieur



Q : quintile ; * Valeurs au T4. ** Les quintiles de revenu se réfèrent aux quintiles estimés au niveau du Canada et non au niveau provincial (limites méthodologiques présentées dans l'encadré 1).
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 13
Deux périodes, deux réalités distinctes

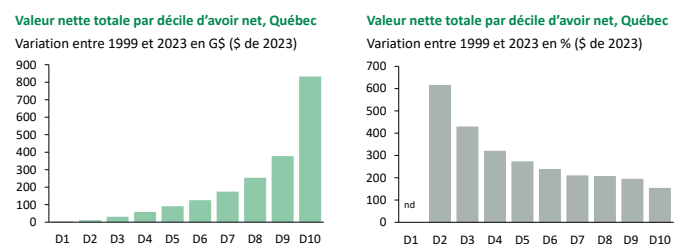


Q : quintile ; * Valeurs au T4. ** Les quintiles de revenu se réfèrent aux quintiles estimés au niveau du Canada et non au niveau provincial (limites méthodologiques présentées dans l'encadré 1).
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

L'ESF permet d'évaluer d'autres indicateurs de patrimoine, corrigés pour l'inflation, et ventilés selon les déciles d'avoir net au niveau provincial. Au Québec, la distribution du patrimoine s'est améliorée entre 1999 et 2023, malgré une concentration initiale importante dans les déciles supérieurs.

Depuis 1999, la valeur médiane des actifs et la valeur nette médiane des ménages situés dans les déciles inférieurs ont augmenté plus rapidement, en pourcentage, que celles observées dans les déciles supérieurs. Cette tendance se retrouve également lorsqu'on analyse les valeurs totales plutôt que les valeurs médianes. Toutefois, les gains demeurent nettement plus importants pour les ménages situés au sommet de la distribution lorsqu'ils sont mesurés en dollars, malgré des progressions plus fortes en pourcentage dans les déciles inférieurs (graphique 14). Ainsi, les familles de la moitié inférieure de la distribution accaparaient moins de 6 % de la valeur nette totale en 1999, contre 8,4 % en 2023. *A contrario*, le décile supérieur représentait auparavant plus de 50 % de l'avoir net, mais cette concentration a diminué graduellement pour atteindre 46 % en 2023 (graphique 15). Ce graphique montre aussi que les 20 % les plus riches (en termes d'avoir net) au Québec accaparent 65 % du patrimoine (en valeur nette totale). À titre comparatif, les 20 % les plus riches au Canada détiennent 63 % du patrimoine total. Cela confirme une concentration du patrimoine légèrement plus élevée au Québec.

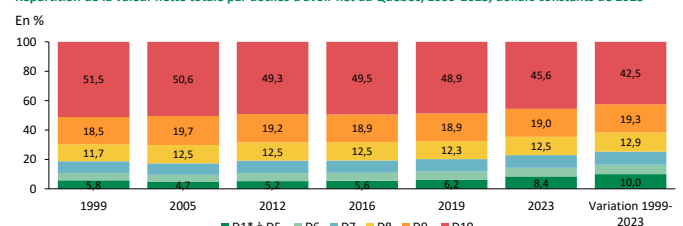
Graphique 14
La répartition des gains, en dollars, favorisent les déciles supérieurs



D : décile (D1 : décile inférieur, D10 : décile supérieur)
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 15
Le patrimoine demeure concentré chez les 10 % les plus riches, mais cette concentration a diminué graduellement

Répartition de la valeur nette totale par déciles d'avoir net au Québec, 1999-2023, dollars constants de 2023



D : décile ; *D1 est exclu du total lorsque négatif (1999, 2005, 2012, 2016, 2019).
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Pris ensemble, ces constats suggèrent que le Québec ne présente pas aujourd'hui une économie en K au sens classique du terme. La consommation demeure relativement bien répartie, les inégalités de revenu restent contenues et l'endettement ne révèle pas de fracture économique marquée. Le patrimoine demeure plus concentré, mais plusieurs indicateurs pointent vers une légère amélioration de sa distribution.

Comment expliquer alors le décalage entre la résilience des indicateurs économiques et le sentiment de plus en plus répandu qu'il devient difficile d'améliorer sa situation financière? Une partie de la réponse pourrait résider non pas dans la concentration du patrimoine elle-même, mais dans l'évolution du rapport entre le patrimoine et les revenus du travail, ainsi que dans les obstacles croissants à l'ascension économique.

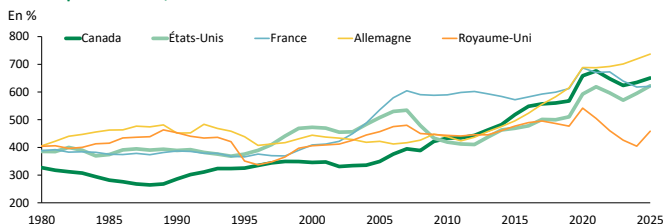
Quand les revenus peinent à suivre le patrimoine

Cette distribution du patrimoine revêt une importance particulière lorsqu'on l'examine à la lumière du rapport entre les revenus du travail et ceux du capital. Depuis le début des années 2000, la valeur du patrimoine a augmenté beaucoup plus rapidement que les revenus dans plusieurs pays développés, dont le Canada (graphique 16). L'aisance financière des ménages dépend ainsi davantage de la détention d'actifs que par le passé. Au Canada, la valeur nette du patrimoine est passée d'environ 350 % du revenu national net en 2000 à plus de 650 % en 2025.

Graphique 16

Être aisé est de plus en plus une affaire de patrimoine que de revenu

Ratio capital-revenu*, 1980-2025



* Valeur de marché du patrimoine national sur le revenu national net. À parité des pouvoirs d'achat (PPA).
Laboratoire des inégalités mondiales (WID) et Desjardins, Études économiques

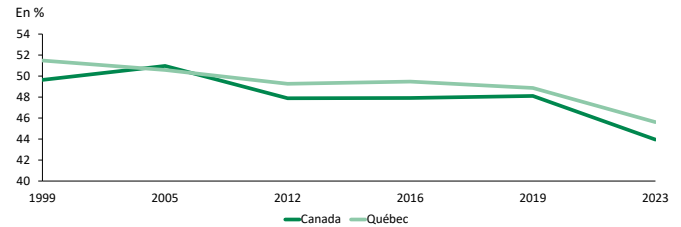
Cette évolution ne signifie pas nécessairement que le patrimoine est devenu plus concentré. Au contraire, la part détenue par le décile supérieur est en recul au Canada comme au Québec, selon les données de Statistique Canada (graphique 17).

Cette évolution soulève une autre question : comment les écarts patrimoniaux se comparent-ils aux revenus tirés du travail? Le graphique 18 exprime ces écarts en années d'épargne

Graphique 17

Une part de tarte qui diminue pour les 10 % les plus aisés

Part de la valeur nette détenue par le décile supérieur d'avoir net

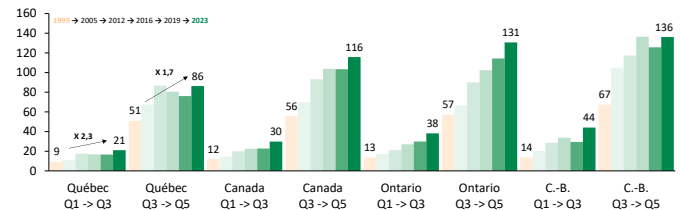


Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 18

Les écarts patrimoniaux représentent davantage d'années d'épargne qu'à la fin des années 1990

Écart patrimonial médian exprimé en années d'épargne équivalentes d'un ménage type* En années



Q1 = quintile de revenu, Q3 et Q5 représentent respectivement les quintiles inférieur, médian et supérieur.
* Hypothèse : ménage composé de deux adultes âgés de 25 à 54 ans gagnant chacun le revenu brut médian de leur région et épargnant annuellement 15 % de ce revenu.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

équivalentes d'un ménage composé de deux adultes gagnant chacun le revenu médian de leur région, parmi les 25 à 54 ans.⁵

Au Québec, l'écart entre le premier et le troisième quintile de patrimoine représentait l'équivalent d'environ 9 années d'épargne en 1999, contre plus de 20 ans en 2023. L'écart entre le troisième et le cinquième quintile est quant à lui passé d'un peu plus de 50 à près de 90 années d'épargne. La hausse observée est plus modérée qu'en Ontario ou en Colombie-Britannique, où la forte appréciation immobilière a amplifié davantage les écarts patrimoniaux. Bien que cette mesure compare un stock de patrimoine à un flux annuel de revenu et doive donc être interprétée avec prudence, elle suggère que le patrimoine a progressé plus rapidement que les revenus et qu'il joue un rôle grandissant dans la situation économique des ménages. Le défi soulevé par ces données n'est pas seulement celui des inégalités, mais aussi celui de l'ascension économique.

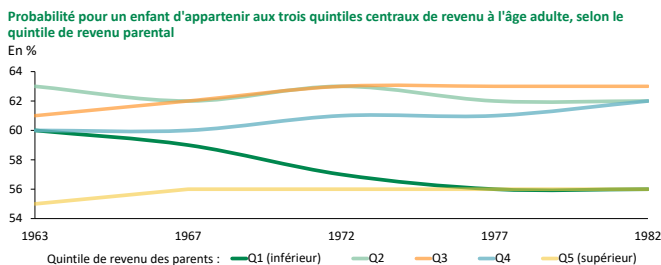
⁵ Cette approche s'inspire de la méthodologie utilisée par John Burn-Murdoch dans le *Financial Times* en juillet 2026 afin d'illustrer l'évolution des écarts patrimoniaux relativement aux revenus du travail. [disponible en anglais seulement]

Des risques pour la mobilité sociale

Un patrimoine qui progresse plus rapidement que les revenus peut également avoir des conséquences sur la mobilité sociale à long terme. Les sociétés où les inégalités sont plus élevées tendent généralement à offrir moins de mobilité intergénérationnelle, une relation souvent illustrée par la « [Great Gatsby Curve \[en anglais seulement\]](#) ». Les recherches de [Raj Chetty \[en anglais seulement\]](#) aux États-Unis mettent en évidence l'importance du milieu dans lequel les individus grandissent pour leur trajectoire économique à l'âge adulte. Plus près de nous, [Connolly et ses collègues](#) montrent que ces enjeux sont également présents au Canada et au Québec. Ils constatent notamment une hausse de l'inégalité intergénérationnelle entre les cohortes nées dans les années 1960, 1970 et 1980, en comparant les revenus des parents à ceux de leurs enfants une fois parvenus à l'âge adulte. La probabilité pour les enfants issus des ménages les moins nantis d'atteindre les quintiles intermédiaires de revenu a notamment diminué d'une cohorte à l'autre (graphique 19). Ces préoccupations trouvent également un écho dans les travaux prospectifs d'[Horizons de politiques Canada](#), qui avancent que plusieurs tendances à l'œuvre pourraient rendre la mobilité sociale plus difficile au cours des prochaines décennies.

Graphique 19

La mobilité économique intergénérationnelle s'est affaiblie au Canada



Plus la valeur est élevée, plus les enfants issus d'un groupe donné ont de chances de se retrouver dans les trois quintiles centraux de revenu à l'âge adulte plutôt qu'aux extrémités de la distribution.
Connolly et al. (2021), *Tendances de la mobilité intergénérationnelle du revenu et de l'inégalité du revenu au Canada*.

Autrement dit, les écarts de revenus et de patrimoine observés au sein d'une génération contribuent à façonner les possibilités économiques de la suivante. Lorsque le patrimoine joue un rôle croissant dans la détermination de la situation économique des individus, la transmission de la richesse d'une génération à une autre peut contribuer à réduire l'égalité des chances à la naissance. Certaines politiques publiques peuvent néanmoins atténuer ces effets, notamment en favorisant l'accès à l'éducation, au développement des compétences et aux opportunités économiques. Cela dit, les bouleversements technologiques pourraient modifier la nature des leviers les plus efficaces pour soutenir la mobilité sociale au cours des prochaines décennies.

Conclusion : une économie moins fragmentée, mais une ascension économique plus exigeante

Considérés séparément, les principaux indicateurs économiques des ménages, qu'il s'agisse de la consommation, du revenu, de l'endettement, de l'épargne ou du patrimoine, ne permettent pas de conclure à l'existence d'une économie en K au Québec. Malgré certaines divergences accentuées par la pandémie, l'inflation et la remontée des taux d'intérêt, les écarts observés demeurent loin de ceux constatés aux États-Unis.

Le principal enjeu semble plutôt se situer du côté de l'ascension économique. Le patrimoine occupe une place croissante dans l'économie et progresse beaucoup plus rapidement que les revenus du travail. L'accès aux échelons supérieurs de la distribution du patrimoine exige ainsi beaucoup plus d'années d'épargne qu'auparavant, une tendance à laquelle l'accès plus difficile à la propriété contribue vraisemblablement.

Le véritable risque n'est peut-être donc pas, pour l'instant, l'émergence d'une économie en K au Québec, mais plutôt l'affaiblissement graduel de la conviction que le travail, l'épargne et l'effort permettent d'améliorer sa condition économique. Pour une part de la population, cette conviction semble déjà s'affaiblir. Si cette tendance se poursuit, c'est une partie du contrat social qui pourrait être remise en question. Moins les ménages croient pouvoir progresser par leurs propres moyens, plus ils pourraient réclamer que les gouvernements corrigent la donne par la fiscalité et les transferts, avec les arbitrages difficiles que cela impliquerait.